

Service social créé par des patrons fribourgeois, Fristep répond aux besoins de 65 entreprises

Soutien aux employés depuis 60 ans

« STÉPHANIE BUCHS

Anniversaire » Un service social créé et payé par des entreprises pour leurs employés. C'est le concept de Fristep qui fête cette année ses 60 ans d'existence. Connue d'abord sous le nom de Service social interentreprises fribourgeois, cette structure a été imaginée par un petit groupe de patrons d'entreprise issus du Groupement industriel fribourgeois au début des années 1960, apprend-on sur son site internet.

Aujourd'hui, Fristep offre des prestations à 65 entreprises et fonctionne uniquement grâce aux cotisations de ces dernières. Au total, ce sont plus de 10 000 employés qui peuvent recourir à ses services. Son fonctionnement est géré par un comité de bénévoles qui sont employés dans les entreprises membres. Le président Hugues Perroud, sous-directeur RH chez Groupe E, et la vice-présidente Florence Chassot, responsable finances et RH à Espace Gruyère, reviennent sur l'utilité de cette offre à l'occasion de ce 60^e anniversaire.

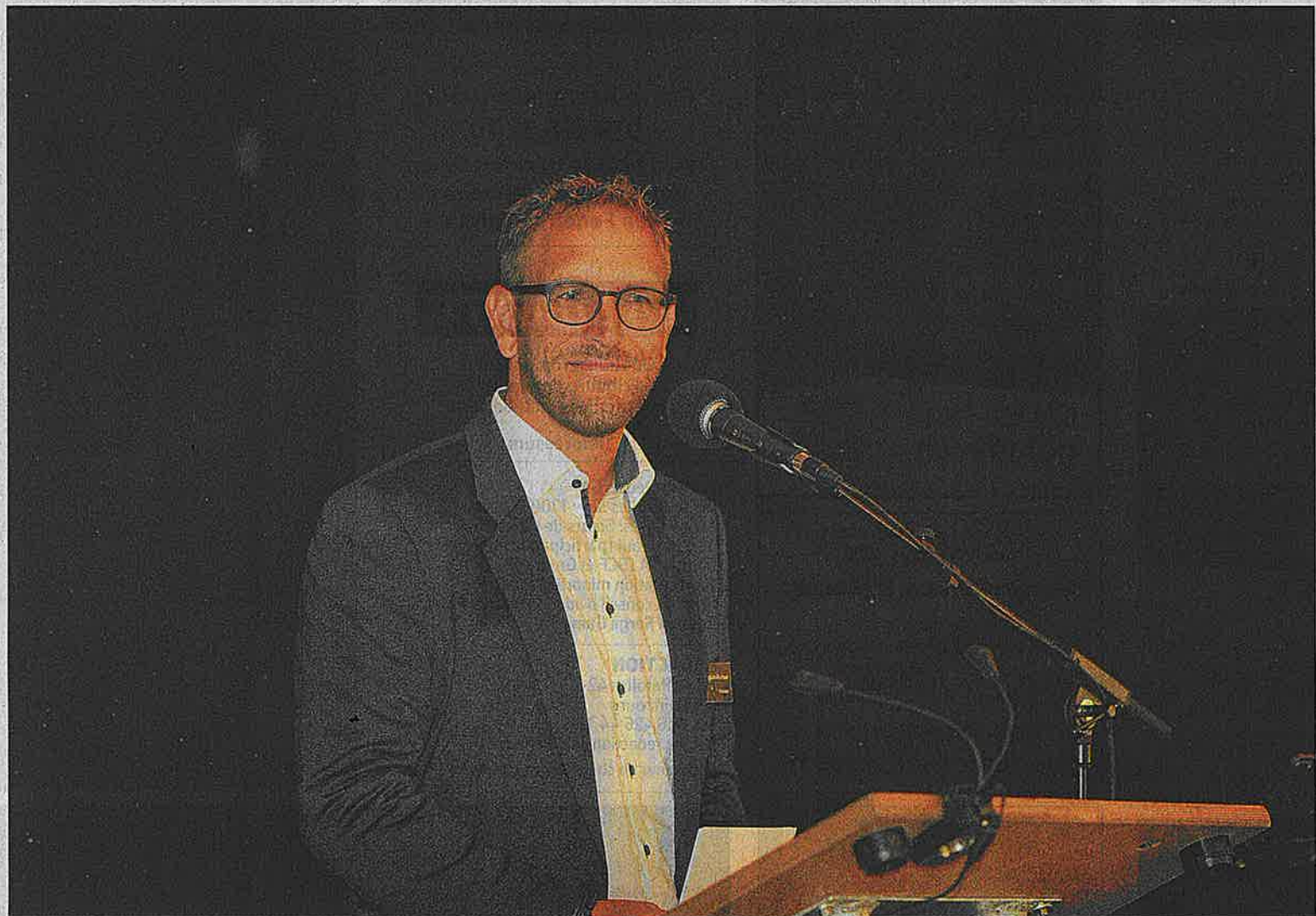
A quoi sert Fristep?

Hugues Perroud (H. P.): Quand le service social s'est ouvert, c'était pour répondre à la problématique de l'inclusion d'étrangers qui arrivaient en Suisse dans les années 1960. Et après, ça s'est ouvert à d'autres problématiques. Les situations d'aujourd'hui sont comparables, mais dans un contexte économique différent.

Florence Chassot (F. C.): Fristep peut intervenir pour des problèmes entre l'employeur et l'employé, mais aussi pour des problèmes privés qui peuvent avoir un impact sur le travail. Les assistantes vont aiguiller vers les bons soutiens.

Quelles sont les problématiques les plus courantes traitées par Fristep?

H. P.: Nos assistantes sociales sont très généralistes et les questions viennent dans tous les domaines. Les soucis financiers sont souvent concernés. Quand un employé vient demander une avance de salaire, par exemple, je lui dis: «Avant de te l'accorder, je veux que tu ailles voir Fristep.» Cela permet aux assistantes sociales d'entrer en contact avec les employés qui ont des problèmes. Ensuite, l'analyse permet conseiller les structures les plus adaptées à ses besoins. Nos prestations sont gratuites. Tout est financé par des cotisations des entreprises membres. En revanche, nous ne prêtons pas d'argent. Au final, Fristep permet d'avoir des col-



Hugues Perroud est président de Fristep depuis quatre ans et depuis dix ans au comité. MDupont Photography



«Le bien-être en entreprise, c'est notre raison d'être»

Florence Chassot

laborateurs performants, bien dans leurs têtes.

F. C.: En moyenne sur les dix dernières années, on voit d'abord les finances qui représentent environ 30% des consultations. On trouve ensuite les problèmes administratifs de toutes sortes (25%), puis l'environnement de travail (17%). Nous avons constaté depuis 2021, après le Covid, une augmentation des consultations pour ce domaine (14% en 2018 et 21% en 2024). De manière générale, on propose des prestations dans de nombreux domaines. Par exemple des cours de préparation à la retraite ou sur le surendettement. Les employés peuvent consulter Fristep aussi bien pour des problèmes de burn-out, d'assurances, de reconversion, d'adaptation du taux de travail, des aides psychologiques ou de la médiation entre employés ou avec la hiérarchie, entre autres.

A l'heure où les services sociaux existent dans toutes les régions, votre structure a-t-elle encore du sens?

F. C.: Le bien-être en entreprise, c'est notre raison d'être. Notre service permet à l'entreprise de montrer son intérêt pour ses collaborateurs. Le Covid a changé les choses. Depuis, il y a plus de besoins. Un collaborateur qui a des problèmes soit d'ordre privé ou en entreprise ne laisse pas ses problèmes sur le seuil de l'entreprise. Ainsi, ses difficultés impactent son travail, dans la plupart des cas. On peut avoir ce rôle d'aider l'employé à demander de l'aide.

H. P.: On parle d'un manque de main-d'œuvre qualifiée. Toutes les entreprises ont comme objectif de garder leurs collaborateurs. Ce service peut être un plus. Nous voulons aussi sensibiliser le patronat à l'importance d'un tel service pour leur entreprise. Il faut préciser que tout est confidentiel, les

assistantes sociales de Fristep ne parlent pas des cas avec les employeurs.

Avec la situation économique délicate, avez-vous constaté une augmentation de la demande pour votre service ces dernières années?

F. C.: Depuis le Covid, oui. Mais même avant. Nous avions 200 dossiers actifs en 2013 et 250 en 2023, cela correspond à une hausse de 23% en 10 ans. Mais sur la même période, nous constatons une augmentation de 30% du nombre d'entreprises membres et de 33% du nombre d'employés.

H. P.: Nous ne cherchons pas à augmenter le nombre de nos membres. Avec la structure actuelle, nous n'avons pas la capacité d'aller plus loin, mais nous souhaitons élargir nos prestations pour répondre aux besoins face à l'insécurité grandissante du marché du travail. »

EN CHIFFRES

3 lieux: à Fribourg, Bulle et Domdidier.

4 collaboratrices dont **3** assistantes sociales, **1** assistante administrative, pour un total de **2,2** EPT.

250 bénéficiaires en 2023.

10321 employés pouvant recourir à Fristep.

65 entreprises membres.

7 bénévoles au comité, actifs professionnellement dans l'une des entreprises membres.

Deux enquêteurs fribourgeois décorés



Affaire Mia » La France a décoré deux enquêteurs de la police fribourgeoise pour leur travail pour retrouver la petite Mia en 2021.

Dans un squat intrigant de Sainte-Croix (VD), le 18 avril 2021. Un dimanche. La police, encagoulée, rompt le calme des lieux et récupère la petite Mia, 8 ans. Cinq jours plus tôt, elle avait été enlevée par sa mère dans les Vosges, en France. Avant de rejoindre Estavayer, Neuchâtel puis cet espace autogéré du can-

bourgeois, deux Vaudois et trois Neuchâtelois. Leur identité demeure cachée pour des raisons de sécurité, mais tous reçoivent la médaille de la Sécurité intérieure pour services «particulièrement honorables» et «une action qui dépasse le cadre du service».

Présent et heureux, le commandant de la Police cantonale fribourgeoise sourit. «Réputée lente, la Suisse a pourtant été très vite», raconte Philippe Allain. «L'aboutissement en cinq jours seulement témoigne de votre ex-

PUBLICITÉ

